

LE POPULAIRE

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur : LÉON BLUM

LE NUMÉRO : 2 francs

ÉDITION SPÉCIALE

PARIS LIBÉRÉ !

Et maintenant, rassemblement autour du Socialisme

Le premier Manifeste de la Libération

PEUPLE DE FRANCE le Parti Socialiste t'appelle à l'ultime combat !

PARIS est libéré. Paris est libre.
Le dernier soldat de la Wehrmacht en a été chassé.
La victoire de la Démocratie est acquise.
La grande ville, hier tanière, sera demain, à nouveau, la Cité du Monde.
La délivrance de Notre-Dame et du Panthéon dépasse de beaucoup les rives de la Seine.
A Bucarest, à Belgrade, à Varsovie, à Prague, un vent a soufflé emportant tout : « Paris est libéré ! Paris est libre ! »

HOMMAGE A TOUS LES MORTS

AU milieu de tant d'allégresse, le Parti Socialiste n'oublie pas les morts — les siens comme ceux d'autres partis et des organisations de Résistance — les Français tombés pour la liberté du monde, les Français tombés dans les batailles que la lutte leur a imposées :

Les Anglais qui ont su résister en 1940 pour que la Liberté survive sur un coin de l'Europe ;

Les Russes qui, depuis 1941, ont enrichi de leur sang les terres de leurs pères ;

Les Américains, à qui l'on doit l'effort de la Victoire finale, et tous ceux des guerrillas, des sabotages, des armées populaires de Yougoslavie, de Hollande, de Belgique, du Luxembourg, de Grèce, d'Albanie, de Tchécoslovaquie, de Norvège, les Résistants d'Autriche, d'Italie, de Bulgarie, de Hongrie, plus tous ceux qui, arrêtés, déportés, assassinés, massacrés dans les prisons, dans les camps, dans les bagnes hitlériens, par la Cagoule, par la Milice, par les nazis, aux abattoirs humains de Treblinka, dans les ghettos de Varsovie, dans les rues de Salonique, dans les prisons de Fresnes ou de Montluc...

POUR LA LIBERTÉ ET LA JUSTICE

MAIS au foyer des morts, le Parti de Jaurès entend prendre la flamme non les cendres. Et il convie tous les hommes, toutes les femmes, tous les jeunes à se grouper autour de son drapeau pour l'ultime combat.

Le triomphe de la Liberté et de la Justice par la guerre doit naturellement entraîner l'organisation de la Liberté et de la Justice dans la Paix.

Le peuple français ne saurait sacrifier les uns aux autres, ni les grands idéaux humains définis en 89, ni les grands « impératifs » qui se sont dégagés depuis lors. Il veut combiner l'ordre économique et l'égalité sociale avec la liberté politique, civique, personnelle.

Il faut châtier les traîtres, abattre tous les cadres des dictatures, extirper le nazisme et le fascisme de la réalité matérielle et morale de demain.

Il faut déclarer la Paix à tous les peuples de bonne volonté, la construire avec eux.

Il faut créer la Justice, c'est-à-dire l'ordre, entre les hommes, en imposant une équitable redistribution des richesses.

PATRIOTE ET INTERNATIONALISTE RÉPUBLICAIN ET RÉVOLUTIONNAIRE

Il faut ensuite que la Démocratie sociale soit le plein épanouissement de la Démocratie politique.

Il faut être à la fois patriote et internationaliste, républicain et révolutionnaire.

LE SOCIALISME PEUT TOUT CELA. LE SOCIALISME EST TOUT CELA.

Groupé autour du général de Gaulle, qui symbolise l'Unité de la Nation après avoir incarné son espérance, le Parti Socialiste estime qu'aucune tâche n'est trop grande désormais pour la force française.

LA FOI DU PAYS...

LE pays de Montaigne et de Pascal, de Descartes et de Robespierre, de Hugo et de Jaurès, de Pasteur et de Berthelot n'a rien perdu de sa grandeur durant ces quatre années de pénombre. Il s'est au contraire retrempe et a recouvré une foi que l'on croyait éteinte.

Il donnera demain au Monde, avec le signal du renouveau, la Justice, la Fraternité et la Paix.

LE PARTI SOCIALISTE.

“...Si la République reste l'accusée, nous resterons à notre poste de combat comme ses témoins et ses défenseurs”.

(Procès de Riom).

LÉON BLUM.



LEON BLUM photographié alors qu'il était emprisonné à Bourrassol

C'EST déjà la victoire ! Un grand morceau du territoire est délivré. Paris est libéré. Et pourtant nous sentons se retentir dans nos cœurs l'allégresse que le grand événement qui vient de s'accomplir y a suscitée. Notre joie n'est pas complète. Et elle n'est pas complète parce qu'il y a parmi nous trop d'absents auxquels nous devons cette journée historique et avec qui nous ne pouvons pas la fêter.

Beaucoup sont morts, fusillés, exécutés, assassinés... D'autres, en grand nombre, ont succombé aux cruautés de la déportation, de l'emprisonnement, aux souffrances du travail forcé dans les mines de sel, dans les forçats inhumains ou quelque autre géhenne hitlérienne.

Trop de noms figurent au martyrologe du socialisme pour que notre joie ne soit pas mêlée de tristesse...

Et puis, un homme nous manque encore, parmi tant d'autres qui nous sont chers, un homme qui est grand, un homme qui est l'âme et la pensée de ce journal comme il est l'âme et la pensée du socialisme :

Léon BLUM, arrêté le 15 septembre 1940, d'ordre de Pétain et de Laval, livré par eux aux hitlériens, déporté en Allemagne, et que notre tendresse entoure comme nos vœux ardents l'appellent près de nous.

Léon BLUM qui, dans sa longue détention n'a pas un seul instant pensé à son sort personnel, mais a toujours porté son esprit vers le destin du pays, qui est bien celui

qu'il nous avait prédit avec lucidité dès juillet 1940.

Léon BLUM, dont toute la vie, droite et nette comme une belle route, est un modèle de courage civique, d'honnêteté politique, de probité intellectuelle et de désintéressement complet.

Léon BLUM que les hitlériens de France et d'Allemagne considéraient à juste titre comme leur ennemi mortel.

Léon BLUM dont le nom est synonyme de lutte pour la Paix, de défense républicaine, de combat pour la protection du travail, de progrès civique et de rénovation sociale.

Léon BLUM, illustration magnifique du Socialisme et de la République, demeuré en France après l'armistice de Pétain, pour faire face, avec son habituelle sérénité, à toutes les responsabilités et qui a dominé le procès de Riom de toute sa grandeur.

Léon BLUM, le conducteur et le conseiller incontesté du Parti Socialiste.

Souhaitons-lui d'être bientôt de retour parmi nous, et surtout souhaitons-nous le à nous-mêmes, car sa présence est aussi nécessaire au Parti Socialiste et à son journal que celle du timonier à bord d'un navire.

Notre affection l'attend. Elle s'efforcera d'effacer de son esprit le souvenir du long emprisonnement qu'il a subi et des infâmes calomnies lancées en vain par les valets de presse et de radio d'un pouvoir avili pour essayer de souiller son inattaquable réputation.

LEVONS-NOUS !

et donnons à Sedan pour réplique

L'Europe en liberté !

J'attends la République !

(VICTOR HUGO).

NOS MARTYRS

B IEN des nôtres, des centaines, des milliers, sont morts au cours de ces dernières années qui furent des années de lutte.

Ils sont tombés face à l'ennemi, sur les champs de bataille de la liberté qui furent aussi des champs d'honneur...

Où criminellement exécutés, sans défense, dans les geôles de la Gestapo.

Où assassinés traîtreusement par les tueurs à gages des hitlériens français, par les Doriotistes, par les Miliciens.

Où bien ils sont morts en captivité, en détention, dans un camp, dans une forteresse, dans un bagne...

En France, la période de guerre civile a, en fait, été ouverte par l'attentat dont Marx Dormoy a été la victime, à Montélimar, le 26 juillet 1941 — attentat qui a enlevé au socialisme un militant dont les qualités de courage, de sens politique, d'autorité, lui eussent été si nécessaires dans l'après-guerre, en même temps qu'il privait le pays démocratique d'un homme politique averti dont il avait déjà apprécié les grands mérites.

Mais la haine et le fanatisme, dans une sorte d'effrayante lucidité, choisissent toujours les meilleurs.

Depuis, d'autres ont donné leur vie pour garder aux hommes leurs raisons de vivre... pour maintenir le Socialisme dans la République, laquelle ne peut s'élever que si le Socialisme monte...

C'est du parti socialiste, parmi le plus ardent de la France, les plus ardents de la France, d'une vaillance...

L'« Intransigeant » et le « Populaire » rendent déjà d'autre part un solennel hommage à leur sacrifice.

Nous ne pouvons, dans ce premier numéro du « Populaire » libéré publier le martyrologe du Socialisme. Mais nous dirons ce que la France et le Parti Socialiste doivent à ceux des nôtres qui sont disparus et qui ont préféré mourir en combattant plutôt que de composer avec l'ennemi provisoirement vainqueur, plutôt que de reconnaître sa tutelle insolente.

La mémoire de ces martyrs vit dans nos cœurs que leur noble et grand exemple purifie et exalte.

Ils reposent dans notre souvenir comme dans un sanctuaire.

LA VICTOIRE des démocraties DOIT TENIR ses promesses

CE ne fut qu'un cri, une clameur immense qui englobait tous les bruits de Paris, une explosion joyeuse qui les absorba : « Ils arrivent ! Ils arrivent ! »

Et Paris, qui depuis quatre ans étouffait comme s'il s'était senti l'« Etna sur la poitrine », Paris respira largement, profondément, comme soufflé une forge, Paris aspira l'air de la victoire qui le rendait à la vie et que lui apportèrent les soldats de la démocratie vainqueur.

Cette victoire, espérée pendant des années affreuses, dans une attente sans faiblesse, au milieu de souffrances matérielles et morales toujours aggravées, et alors que tombaient les meilleurs, la grande voix du peuple de Paris l'accueillait et la chantait dans des rires et dans des larmes où se déversait l'émotion d'une nation qui sent choisir ses chaînes et qui se retrouve.

Les socialistes se plongent d'autant plus volontiers dans ce bain de joie populaire qu'ils n'ont, pour leur part, jamais séparé le socialisme de la patrie, qu'ils entendent, au contraire, établir par la pensée et par le fait l'exemplarité de leur patriotisme et convier le pays, dont ils ont su gagner la confiance, à chercher dans leur programme, leurs solutions, leurs méthodes, les voies et moyens de sa restauration.

La résolution de l'Angleterre...

MAIS bientôt une voix dissipa sans émotion les journées de juin 1940 où, nos armées battues, la plupart des Français se demandaient ce qui allait advenir de l'Angleterre. Car elle était seule, maintenant, terriblement seule, devant le fleau hitlérien. Et elle ne disposait pour lui faire front, outre sa flotte, que d'une aviation naissante, d'un matériel modeste et d'effectifs terrestres peu nombreux encore. Oui, qu'allait-il advenir d'elle ? Un effondrement brutal ne la menaçait-il pas elle aussi ? Une angoisse profonde s'ajoutait à l'effacement de la France.

Jun 1940...
CES heures d'allégresse, la France sait à qui elle les doit. Et sa reconnaissance indivise va à l'Angleterre et aux Etats-Unis comme à la Russie, artisans de sa libération.

(Lire la suite à la deuxième page)

LA VICTOIRE des démocraties DOIT TENIR ses promesses

(Suite de la première page)

La France s'était ressaisie. Elle devait, certes, subir la présence prolongée, lourde, hostile des troupes ennemies campées sur son sol. Du moins était-elle certaine à présent de sa délivrance.

De Gaulle...

L'A défaite allemande date du jour où l'Angleterre a refusé de rompre le combat. Que l'Angleterre s'abandonnât après l'échec de nos armées, et Hitler devenait le souverain de l'Europe. Mais, dans un suprême raidissement, l'Angleterre imprimait d'avance à la défaite hitlérienne un caractère de fatalité que devait accuser encore l'entrée délabrée de la formidable démocratie américaine dans le conflit.

La loi en la victoire, une voix française s'éleva aussitôt 1940 pour l'exalter : celle du général de Gaulle : « La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre. » Non, la guerre n'était pas terminée pour notre pays qui devait reprendre les armes. L'initiative historique de Charles de Gaulle rendait à la France toutes ses chances, lui restituait ses traits véritables, la rétablissait dans son autorité politique et morale et assurait la permanence de la nation dans le monde.

La clique de Bordeaux...

QUELLE constance avec la veulerie et l'abominable jeu de la clique militariste de Bordeaux qui allait se faire la complice de Hitler ! L'attitude du gouvernement « français », à Bordeaux, déjà condamnée par les hommes lucides qui se refusèrent à l'armistice, est maintenant condamnée par les faits, on peut dire par l'Histoire. Si l'on avait, en juin 1940, écouté ceux qui, dans le ministère et hors du ministère — et Léon Blum était du nombre — voulaient poursuivre la lutte en transférant le siège du gouvernement en Afrique du Nord, la durée de la guerre eût été sensiblement abrégée. La flotte française, nos escadilles disponibles — car il n'est pas vrai, comme l'ont établi les débats du procès de Riom, que la France ne possédât en 1940 qu'une aviation inexistante — les armées que l'on eût pu transporter en Afrique du Nord...

... sans compter que les Alliés eussent eu à leur disposition deux ans plus tôt — deux ans ! — des positions stratégiques de premier ordre.

Mais les capitulards de Bordeaux étaient moins soucieux de cesser un combat jugé par eux perdu que de rechercher dans la défaite de notre pays une revanche politique. Leurs conceptions politiques étaient en effet trop proches de l'hitlérisme et leur sens national trop altéré pour qu'ils ne fussent pas tentés de conclure un odieux marché avec l'ennemi à l'abri du drapeau voilé de la Patrie.

Les sacrifices

de la Russie...

L'ANGLETERRE restait donc seule dans la guerre en 1940. Les Etats-Unis allaient y entrer en 1941, ainsi que la Russie attaquée : la Russie dont l'immense élanisme a contribué, dans la mesure énorme que l'on sait, à la débâcle hitlérienne ; la Russie qui a lutté pour se défendre et pour défendre ces valeurs démocratiques qui seules donnent du prix à la vie ; la Russie reliée à travers les mers et les océans aux grandes nations anglo-saxonnes, lesquelles, en gagnant la bataille de l'Atlantique, en assurant la liberté des communications maritimes, ont pu ravitailler leur alliée en blindés, en avions, en matériel industriel, en vivres...

Le socialisme contre

l'hitlérisme...

ACUN parti ne peut se réjouir davantage que le nôtre de la déroute militaire des nazis. Le national-socialisme, nous l'avons combattu dès son apparition sur la scène politique allemande. Et ce combat, nous l'avons mené, pour notre part, sans arrêt, sans interruption d'aucune sorte, avec une constance que justifiaient les dangers que l'hitlérisme recelait.

Nous l'avons mené, avant la guerre, dans notre presse, au Parlement, à travers le pays, partout où l'on pouvait atteindre la puissance barbare qui menaçait. Nous l'avons mené, dès les premiers instants de la guerre, sur les champs de bataille. Nous l'avons mené, après la guerre, c'est-à-dire après l'armistice, sur le « front de l'intérieur », face à la Wehrmacht, face à la Gestapo, avec les groupes de la Résistance, au milieu d'eux.

1940... L'armistice... La dictature...
Le « Populaire » est interdit
1944... La Victoire... La Liberté...
Le « Populaire » reparait

L'admirable effort du « Populaire » clandestin dans la bataille sur le front intérieur



Des équipes de militants audacieux et dévoués assuraient la diffusion de nos journaux à travers le pays, malgré des risques sans nombre.

Mais il n'allait pas rester longtemps sans paraître. Le Parti se reformait dans l'illégalité. Bientôt était prise la résolution de reprendre la publication du journal.

Oh ! certes, ce n'était plus le grand quotidien de naguère. Il avait fallu se soumettre aux exigences de la clandestinité. Titres réduits, textes comprimés, format exigé, il n'en avait pas moins fait un bel air, notre petit « Populaire » illégal, il n'aurait pas eu une fière insolence le pouvoir et l'occupant. Et son contenu : informations, mots d'ordre, articles, consignes de lutte, appels du parti, documents, lui donnaient une allure combattive et une tenue doctrinale parfaite.

Nous pouvons même affirmer, avec un légitime orgueil, qu'il était parmi les organes de la résistance un de ceux qui jouissaient à Londres, à Washington et à Alger du plus grand crédit.

Le courage des nôtres
Sa rédaction, son impression, sa diffusion étaient assurées par des militants qui devaient vaincre mille obstacles, tourner les difficultés, déjouer les embûches, jouer au plus fin avec la police.

Un imprimeur venait-il à être découvert et arrêté ? Il fallait aussitôt en trouver un autre. Nous ne dirons d'ailleurs jamais assez tout ce que notre parti et notre journal, en particulier, ont fait pour la Résistance en général, et la Résistance en particulier, de la corporation du Livre qui, dans cette période dangereuse, du maître-imprimeur à l'ouvrier typographe, a montré un dévouement admirable à la cause patriotique et démocratique.

Composé et tiré la nuit, en grand secret, le Populaire était un journal d'exception.

Le « Populaire » clandestin
C'est le 11 juin que le Populaire avait dû quitter Paris pour aller s'installer à Clermont-Ferrand où la Montagne lui avait offert une chaude et fraternelle hospitalité.

C'est le 2 juillet que Pétain et Laval le faisaient saisir et l'interdisaient.

LE SOCIALISME DANS LA RÉSISTANCE

Dès 1940, le Parti Socialiste entrait dans la lutte où il a prêché d'exemple

Ce qu'a été l'action du Parti Socialiste dans la Résistance, l'article qu'on lira ci-dessous le dit dans un raccourci qui est aussi une utile mise au point.

Cet article a paru dans le « Populaire » clandestin (édition nationale) de juillet 1944.

Des organisations syndicales entrent tout entier dans le combat. Notre parti, fidèle aux amitiés qu'il a nouées dès le début avec certains mouvements partisans de l'unité du pays dans la lutte derrière de Gaulle et contre l'envahisseur, refuse d'entrer en NOM dans la résistance armée. Il fait plus. Il fait mieux. Il n'a d'ailleurs pas attendu. Par son journal, « Le Populaire », par ses tracts, par ses circulaires, par ses mots d'ordre diffusés de bouche à oreille, par un appareil qui couvre désormais toute la France, il incite les socialistes et tous les Français à entrer dans la lutte armée, à saboter par tous les moyens le potentiel guerrier de l'ennemi, à organiser la grève générale et l'insurrection nationale. LES CONSIGNES DU C. N. R. SONT VENUES CONFIRMER CE QUE DEPUIS LONGTEMPS NOUS AVONS PROCLAMÉ SUR TOUTES LES TONS.

N'avons-nous pas appuyé de notre appareil de propagande les grandes manifestations du 1er mai et du 14 juillet 1942 ? N'avons-nous pas, chaque fois que l'intérêt de la France en guerre l'a exigé, appelé les ouvriers à la grève, les Français à la lutte armée dans les maquis, les hommes et les femmes de France à la résistance contre la déportation, les travailleurs à rejoindre leurs syndicats en masse, les femmes à protester contre les rations de famine, les cheministes, les postiers, les ouvriers des usines travaillant pour l'Allemagne à saboter les transports, les communications et les fabrications de guerre de l'ennemi. Dans les Corps Francs de la Libération...

UN APPEL DES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES DE LA RÉGION PARISIENNE

EN AVANT vers la victoire finale ! EN AVANT vers la Liberté et la Paix !

CITOYENS,
Paris est délivré !

La libération de la Capitale, gage de la Libération de tout le territoire national, est enfin réalisée. Les troupes allemandes, au mois de juin 1940, entraînent dans notre ville avec l'insolence du vainqueur ; elles ont été contraintes par les victoires de nos alliés, de l'armée König et des Forces Françaises de l'Intérieur, à abandonner la région parisienne.

La soldatesque nazie, qui faisait sonner ses bottes dans la glorieuse cité des révolutions populaires, bat en retraite, sans même avoir l'espoir de protéger l'Allemagne contre l'invasion des Alliés victorieux.

Ce n'est pas encore le terme de nos efforts et de nos luttes ; mais c'est déjà pour nous la fin de l'humiliation et de l'oppression. Le moment n'est pas encore venu de relâcher notre énergie ; mais déjà notre peuple a recouvré son bien le plus précieux : la liberté.

Les citoyens de Paris peuvent dès maintenant manifester leur joie, leur fierté, leur amour de l'indépendance, que des années de misère, de persécutions policières, d'oppression sanglante n'avaient pas parvenues à abattre.

Les Fédérations Socialistes de la Région Parisienne s'inclinent avec émotion devant toutes les victimes de la répression, devant tous ceux qui ont lutté pour leur liberté et leur courage ont désigné aux coups de la Gestapo et de la Milice.

Elles invitent la population parisienne à méditer, dans l'allégresse de cette victoire, sur les graves devoirs que lui rappelle le souvenir de ses martyrs.

Le Peuple de Paris se montrera aujourd'hui digne de ses ancêtres qui ont donné au monde la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui ont lutté sur les barricades, les armes à la main, contre toutes les tyrannies, et qui ont toujours uni dans leur cœur l'amour de la Patrie et de la Liberté civique.

Le départ des troupes d'occupation, c'est la fin du régime de Vichy, méprisé et détesté par le peuple entier ; c'est le retour à la légalité démocratique, c'est la possibilité de construire cette France nouvelle dont l'idéal a animé tous les combattants.

Parisiens, pour les tâches nouvelles qui vous attendent, montrez votre enthousiasme et faites preuve de discipline !

Unissez-vous, à l'appel du Socialisme, derrière le Gouvernement provisoire de la République Française présidé par le général de Gaulle, pour l'aider de toute votre force à réaliser l'œuvre que le pays tout entier attend avec impatience ; le châtiment impitoyable des traîtres, le retour à nos libertés traditionnelles, la réalisation de la justice sociale par la destruction des féodalités économiques, responsables de la défaite et de l'oppression.

En avant vers la victoire finale ! En avant vers la Liberté et vers la Paix !

Vive le Peuple de Paris !

Vive la République Française, Une et Indivisible !

LES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES
DE LA RÉGION PARISIENNE.

Trahisons et crimes doivent être châtiés

Les diverses cliques gouvernementales de Vichy répondront de leurs forfaits

LA MILICE AUSSI DOIT PAYER

Il faut épurer les administrations et moraliser la vie publique

Le moindre ménagement déchaînerait la colère du peuple, une colère terrible, indomptable, une colère corréliée.

Le pays serait alors plongé dans une crise intérieure extrêmement grave et le peuple, désemparé, se précipiterait aux pouvoirs réguliers et aux tribunaux défectueux.

Le peuple de France voit dans cette volonté inflexible la condition de la restauration durable du régime républicain.

Il veut avoir la certitude que la France qui recommence à vivre d'une vie libre et saine ne sera plus menacée ni de dehors ni de dedans.

Il attend que les forces de guerre soient jugulées à l'extérieur.

Il attend que les éléments intérieurs de trahison nationale soient mis hors d'état de nuire dans l'avenir et paient leurs crimes du passé.

Il exige une justice complète, rapide, sans égard aux situations et aux titres.

Une justice qui soit impartiale, mais sans faiblesse.

Une justice qui ne laisse derrière elle rien qui puisse freiner, contenir l'élan des travailleurs et des républicains vers le régime rétabli et renoué.

Les ministères, les hommes politiques, les ambassadeurs, les hauts fonctionnaires, les journalistes responsables, les industriels, etc., tous ceux qui ont pratiqué vis-à-vis de l'occupant une politique de complaisance doivent être châtiés sans pitié.

Pétain, Laval, de Brinon, Darmanet, pour ne citer que quelques-uns des principaux coupables, et en tout cas les derniers en place, ont sur la liste des traîtres un rang de choix.

Ils ont descendu tous les gradins de l'ignominie, poignardé la patrie, fait assassiner des patriotes, décidé et dirigé des opérations militaires contre la jeunesse héroïque des maquis, déporté des centaines de milliers de travailleurs, livré à Hitler les hommes d'Etat républicains et des personnalités politiques par centaines, organisé la chasse aux juifs.

Ils ont non seulement participé avec Hitler sur le plan militaire, mais ils ont été les entrepreneurs, les exécutants de toutes les entreprises, tous les projets de la Wehrmacht en France comme en Afrique du Nord, en Corse comme dans les colonies, mais encore ils ont activement concédé à la Gestapo dans tous les actes de cruauté d'inhumanité de barbarie qu'elle a accomplis en France pendant quatre ans.

C'est le gouvernement de Vichy qui a laissé assassiner Marx Dormoy à Montlimal !

C'est le gouvernement Pétain-Laval-Darmanet-Déat qui a demandé aux Allemands de lui rendre Georges Mandel pour le faire exécuter à Liège par la Milice !

Non, pour ces hommes-là, pas de quartier !

Il faut non seulement les châtier, mais les châtier avec la plus grande sévérité, les châtier avec la plus grande rapidité, les châtier avec la plus grande efficacité.

Il faut non seulement les châtier, mais les châtier avec la plus grande sévérité, les châtier avec la plus grande rapidité, les châtier avec la plus grande efficacité.